

ACTION URGENTE

DES MILITANTS VÉNÉZUÉLIENS MENACÉS

La défenseure vénézuélienne des droits humains Marianela Sánchez Ortiz a été menacée en raison de ses activités au sein de l'Observatoire vénézuélien des prisons (OVP), une organisation qui dénonce les violations des droits humains dans les prisons vénézuéliennes. Cette femme, sa famille et le directeur de l'OVP, Humberto Prado, sont en danger.

Le 12 avril, **Marianela Sánchez Ortiz** a reçu une lettre la menaçant si elle poursuivait son travail avec l'OVP et **Humberto Prado**, et indiquant qu'elle et sa famille étaient surveillées. Le message était le suivant : « Nous t'aurons quand nous voudrons et nous frapperons là où ça fait le plus mal : ta famille. » Cette lettre faisait allusion aux enfants et à la sœur de Marianela Sánchez Ortiz, ainsi qu'à son mari, qui, en 2012, a été menacé à bout portant dans sa voiture par quatre hommes armés qui l'ont averti que sa femme devait arrêter de se plaindre des conditions de détention et de critiquer le gouvernement. La lettre poursuivait : « Souviens-toi de ce qui est arrivé à ton mari, car tu sembles l'avoir oublié. »

Cette lettre est arrivée une semaine après que la ministre des Services pénitentiaires, Iris Varela, eut accusé publiquement Humberto Prado d'avoir organisé une vague de protestations dans les prisons vénézuéliennes, notamment sous la forme de grèves de la faim et de « grèves du sang » (dans lesquelles les détenus s'automutilent), en vue de déstabiliser le système pénitentiaire à l'approche des élections présidentielles, qui se sont déroulées le 14 avril 2013. En 2011, le ministre de l'Intérieur avait accusé Humberto Prado d'avoir orchestré des émeutes. Le directeur de l'OVP avait ensuite reçu des menaces de mort (voir AU 202/11, www.amnesty.org/fr/library/info/AMR53/006/2011/fr).

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à diligenter une enquête indépendante, minutieuse et impartiale sur les menaces dont Marianela Sánchez Ortiz et sa famille ont été la cible, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- exhortez-les à prendre des mesures efficaces pour protéger Marianela Sánchez Ortiz, sa famille et Humberto Prado dans le respect de leurs souhaits, à annoncer publiquement ces mesures et à mettre fin au harcèlement et aux menaces visant tous les collègues de Marianela Sánchez Ortiz ;
- priez-les instamment de reconnaître publiquement la légitimité des activités de défense des droits humains de l'Observatoire vénézuélien des prisons, et rappelez-leur leur obligation de veiller à ce que cette organisation puisse travailler sans crainte de représailles, conformément à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme adoptée par les Nations unies en 1998.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 MAI 2013 À :

Ministre de l'Intérieur et de la Justice

Néstor Luis Reverol Torres

Ministerio del Poder Popular para

Relaciones Interiores y Justicia

Avenida Urdaneta Esquina de Platanal

Edificio Interior y Justicia Despacho del

Ministro, Piso 3, Caracas, Venezuela

Formule d'appel : Señor Ministro, /

Monsieur le Ministre,

Procureure générale de la République

Dra. Luisa Ortega Díaz

Fiscalía General de la República

Edificio Sede Principal del Ministerio

Público, Esquinas de Misericordia a Pele El

Ojo Avenida México, Caracas, Venezuela

Courriel : ministeriopublico@mp.gob.ve

Fax : +58 212 578 3239

Formule d'appel : Dra. Fiscal, / Madame la

Procureure générale

Copies à :

Observatoire vénézuélien des prisons

Observatorio Venezolano de Prisiones

Av. Lecuna entre esquinas Cipreses a Hoyo

N.60

Centro Empresarial Cipreses, PH-E

Municipio Libertador

Caracas

Venezuela

Courriel : ovpsiddhh2002@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays (adresse(s) à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 160/12.

Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR53/004/2012/fr

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MILITANTS VÉNÉZUÉLIENS MENACÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La situation des droits humains dans les prisons vénézuéliennes est critique. Le pays compterait plus de 48 000 détenus pour seulement 16 539 places dans les prisons. Amnesty International s'inquiète des informations faisant état de violences très fréquentes entre détenus et de l'utilisation courante d'armes à feu, d'explosifs et d'autres armes dans des affrontements en milieu pénitentiaire. En 2012, au moins 591 personnes ont été tuées en prison. Deux émeutes ont fait respectivement 17 et 26 morts. La dernière grande émeute a eu lieu à la prison d'Uribana, dans l'État de Lara, le 25 janvier 2013. Elle a fait 58 morts et 90 blessés.

Noms : Marianela Sánchez Ortiz, Humberto Prado

Genre : femme, homme

Action complémentaire sur l'UA 160/12, AMR 53/005/2013, 15 avril 2013

